

PREFECTURE DE L'AVEYRON

**DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES  
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**

**BUREAU DU DEVELOPPEMENT DURABLE  
POLE ENVIRONNEMENT**

Arrêté n° 2007-011-6 du 11 JAN. 2007

**OBJET : Renforcement des prescriptions concernant la mise en œuvres des explosifs  
Commune de LA ROUQUETTE  
SOCIETE DES CARRIERES DU ROUERQUE**

---

**LA PREFETE DE L'AVEYRON**  
*Chevalier de la Légion d'Honneur*  
*Officier de l'Ordre national du Mérite*

- VU le titre 1er du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU le code de l'urbanisme ;
- VU le code rural ;
- VU le code forestier ;
- VU le code de la santé publique ;
- VU le code minier ;
- VU la loi du 31 décembre 1913 modifiée pour la protection des monuments historiques ;
- VU la loi du 27 septembre 1941 portant réglementation des fouilles archéologiques ;
- VU la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 modifiée, relative à l'archéologie préventive ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié portant règlement d'administration publique pour l'application du titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement auquel est annexée la nomenclature des installations classées ;
- VU le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 portant règlement général des industries extractives ;

- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application du code de l'environnement, notamment son livre V, titre premier relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article 18 ;
- VU** le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations visées par les articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement ;
- VU** le décret n° 99-116 du 02 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières en application de l'article 107 du code minier ;
- VU** l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- VU** le schéma départemental des carrières de l'Aveyron approuvé par arrêté préfectoral n° 2001-01347 du 11 juillet 2001 ;
- VU** le décret n° 2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition des diverses commissions administratives ;
- VU** le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement des commissions administratives à caractère consultatif ;
- VU** les arrêtés préfectoraux 2006-310-25 et 2006-310-26 du 6 novembre 2006 instituant la Commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 83-1958 du 29 juin 1983 autorisant la Société des CARRIERES DU ROUERGUE à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire sise au lieu-dit « Le Moulin à Papier » sur les parcelles n° 631, 632, 635, 637, 639, 644 et 645 section E du plan cadastral de la commune de LA ROUQUETTE ;
- VU** les rapports et avis du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement en date du 14 septembre 2006 ;
- VU** l'avis favorable de la Commission départementale de la nature, des paysages et des sites réunie en sa formation carrières le 29 novembre 2006 ;

**LE** demandeur entendu ;

**CONSIDERANT** la présence du hameau de Souzils situé à environ 600 m de la carrière susvisée ;

**CONSIDERANT** que meilleures technologies disponibles dans le domaine de la mise en œuvre des explosifs permettent de réduire les vibrations engendrées par les tirs de mines dans les constructions avoisinantes à des vitesses particulières pondérées inférieures à 5 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

# - A R R E T E -

## **Article 1.**

La Société des Carrières du Rouergue, dont le siège social est au Moulin des Chartreux - 12200 VILLEFRANCHE-DE-ROUERGUE, est tenue, pour les besoins de l'exploitation de la carrière autorisée à son bénéfice par l'arrêté préfectoral n° 83-1958 du 29 juin 1983 susvisé sur le territoire de la commune de LA-ROUQUETTE, de respecter les dispositions suivantes :

### **1.1. Valeur limites lors des tirs de mines**

Lors de tirs de mines, pour les constructions avoisinantes, la vitesse particulière pondérée maximale est fixée à 5 mm/s. Cette vitesse particulière pondérée s'obtient pour un signal monofréquentiel, en pondérant (amplification ou atténuation) la valeur mesurée par le coefficient lié à la fréquence correspondante et résultant du tableau figurant dans l'article 22.2 de l'arrêté du 22 septembre 1994 susvisé.

On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments.

En outre, le respect de la valeur limite est assuré dans les constructions existantes à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

### **1.2. Contrôle des vitesses particulières**

En ce qui concerne les vibrations engendrées par les tirs de mines, l'exploitant fait procéder à un contrôle des vitesses particulières pondérées à chacun des tirs. Les enregistrements de ces contrôles qui comporteront une analyse spectrale et un calcul de la vitesse particulière pondérée par composante seront tenus à disposition de l'inspecteur des Installations classées.

Le nombre et les conditions d'installation des appareils de mesure sont fixés en accord avec l'Inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'exploitant informera l'inspection des installations classées de tout dépassement de la valeur de 3 mm/s (pondéré) mesurée.

## **Article 2. - Recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

- par le pétitionnaire dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté
- par les tiers dans un délai de 6 mois à compter de la publication du présent arrêté

## **Article 3. - Publicité**

Un avis au public sera inséré par mes soins et aux frais du demandeur dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Le présent arrêté sera affiché par les soins du Maire de LA ROUQUETTE dans les lieux habituels d'affichage municipal pendant une période minimum d'un mois.

Un procès verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par le Maire.

Ce même arrêté sera affiché par l'exploitant en permanence dans l'installation.

#### **Article 4. – Chargés d'exécution**

- Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Aveyron,
  - Le Sous-Préfet de VILLEFRANCHE DE ROUERGUE,
  - Le Maire de LA ROUQUETTE
  - Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratif de la Préfecture et notifié :

- à la Société des Carrières du Rouergue

Fait à RODEZ, le 11 JAN. 2007  
Pour la Préfète et par délégation,  
Le Secrétaire Général,

  
Antoine PICHON